

Le Monde (site web)

planete, mardi 10 décembre 2024 - 18:12 UTC +0100 1019 mots

Les émissions mondiales de CO₂ liées au tourisme s'envolent, causées par une poignée de pays

Audrey Garric

Les émissions de gaz à effet de serre liées au tourisme représentent près de 9 % du total mondial, selon une étude publiée mardi dans « Nature Communications ». Ses auteurs mettent en garde contre cette croissance insoutenable pour le climat.

Les voyages forment la jeunesse mais détruisent aussi en partie la planète. Les émissions mondiales de gaz à effet de serre liées au tourisme ont progressé de 3,5 % par an entre 2009 et 2019, soit plus du double de celles attribuées au reste de l'économie. Elles ont atteint 5,2 milliards de tonnes équivalent CO₂ en 2019, ce qui représente près de 9 % des émissions mondiales. Une vaste étude publiée dans Nature Communications mardi 10 décembre, analysant une décennie de données sur le tourisme dans 175 pays, met en garde contre cette croissance insoutenable pour le climat.

« Sans interventions urgentes dans l'industrie mondiale du tourisme, nous prévoyons des hausses d'émissions de 3 % à 4 % par an, ce qui signifie qu'elles doubleront tous les vingt ans », prévient Ya-Yen Sun, professeure associée de l'université du Queensland (Australie) et autrice principale de l'étude. Une évolution « non conforme » à l'accord de Paris sur le climat, qui « exige que le secteur réduise ses émissions de plus de 10 % par an ».

Comment expliquer l'envol de ces émissions ? Elles sont d'abord tirées par la croissance rapide de la demande. Le nombre de voyageurs et de voyages est en hausse. Les dépenses liées au tourisme sont passées en moyenne à 672 dollars (638 euros) par voyageur en 2019, contre 536 dollars en 2009, dans l'hôtellerie, la restauration et les transports lors d'un voyage. La croissance de la population mondiale, passée de 6,9 à 7,8 milliards d'habitants sur cette décennie, est également en cause.

Importantes inégalités

Enfin, les chercheurs pointent l'augmentation du nombre de véhicules privés utilisés pour voyager (plutôt que les transports publics) et, surtout, le rôle de l'aviation, qu'ils décrivent comme « le talon d'Achille des émissions du tourisme mondial ». Les transports sont responsables de plus de 55 % de l'empreinte carbone globale (dont 21 % pour l'aviation et 17 % pour les véhicules privés), contre seulement 5 % pour le logement.

Point notable, les gains d'efficacité technologique et les améliorations des infrastructures ont certes quelque peu réduit les émissions, mais leurs effets sont largement contrebalancés par la croissance de la demande et de la consommation. « Les technologies n'offrent aucune chance d'atteindre l'objectif de zéro émission », avertit Ya-Yen Sun.

L'étude met en évidence d'importantes inégalités entre les pays, que l'équipe de recherche qualifie d'« alarmantes ». Trois Etats ont à eux seuls produit 39 % des émissions mondiales dues au tourisme en 2019, à savoir les Etats-Unis, la Chine et l'Inde – à hauteur

respectivement de 19 %, 15 % et 6 %. Ce trio est également responsable de 60 % de la croissance des émissions du tourisme en dix ans, essentiellement du fait de voyages au sein même de ces pays, davantage qu'à l'international.

Plus largement, 20 pays, principalement développés, ont causé les trois quarts des émissions du secteur en 2019. Ce groupe accueille désormais certains pays du Moyen-Orient, comme l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis. La France en fait également partie, pesant pour 2,3 % de l'empreinte carbone du secteur en 2019.

La pandémie de Covid-19, en 2020, est le seul événement qui a réduit drastiquement les émissions du tourisme (- 58 % en un an), en mettant le secteur à l'arrêt. Cette chute a pesé pour les deux tiers de la baisse des rejets carbonés mondiaux cette année-là, soit « une expérience grandeur nature pour comprendre que le tourisme est un moteur de la croissance des émissions mondiales », écrivent les scientifiques.

Mais, après un rebond rapide, le tourisme devrait à nouveau dépasser les 20 milliards de voyages en 2024 et « il est très probable que ses émissions surpassent pour la première fois les niveaux de 2019 », prévient Stefan Gössling, coauteur de l'étude et chercheur à l'université Linné (Suède). L'Association internationale du transport aérien attend 5,2 milliards de passagers l'an prochain. De quoi devancer les 4,9 milliards prévus en 2024, déjà supérieurs au record de 4,5 milliards établi en 2019.

Fixer une « limite à la demande »

Comment enrayer la tendance ? Ce défi s'avère « insurmontable » en l'absence de changements politiques significatifs, préviennent les auteurs. Dans l'immédiat, l'industrie du tourisme a fait « très peu de progrès » en matière de réduction des émissions, note Ya-Yen Sun. « A l'heure actuelle, il n'existe aucun mandat mondial pour réduire ses émissions. Les efforts sont entièrement volontaires et se situent principalement au niveau des entreprises », dit-elle. Le secteur reste par ailleurs axé sur la croissance, son succès étant mesuré à l'aune de la hausse du nombre de touristes et de leurs dépenses.

Les auteurs appellent à fixer une « limite à la demande » au sein de chaque pays, en commençant par les vingt destinations touristiques les plus émettrices au monde. Limiter la croissance du transport aérien est la première étape « la plus évidente », en particulier pour les long-courriers internationaux, ce qui permettrait dans le même temps de réduire les inégalités. « Différents mécanismes peuvent y parvenir, comme le fait de ne pas agrandir les aéroports ou de ne pas en construire de nouveaux, de supprimer les subventions à l'aviation ou d'introduire un coût social du carbone dans les billets afin d'augmenter leur prix », énumère Stefan Gössling.

Au niveau local, les opérateurs touristiques devraient également davantage utiliser les énergies renouvelables pour l'hébergement, la restauration et les loisirs, et opter pour des véhicules électriques pour les transports, poursuit l'étude. Il en va de la « viabilité » du secteur touristique, dont les destinations sont frappées de plein fouet par le dérèglement climatique, qu'il s'agisse des canicules, des incendies ou de la baisse de l'enneigement.